



# MÉTÉO SAHEL

## JANVIER 2024

Ce bulletin de la « Météo du Sahel et de l’Afrique de l’Ouest » revient pour cette nouvelle année. Dans cette lettre, le Timbuktu Institute couvre dix pays de l’espace sahélien et ouest-africain sur la période de janvier 2024. Des élections présidentielles tendues au Sénégal aux initiatives diplomatiques en Guinée, en passant par les défis sécuritaires persistants au Mali et les enlèvements d’humanitaires au Cameroun, la région connaît une série d’événements marquants. De la tournée du secrétaire d’État américain Antony Blinken en Afrique de l’Ouest à l’intensification des efforts diplomatiques de l’Iran au Sahel, les relations internationales jouent un rôle crucial dans le paysage africain. Parallèlement, les régimes militaires au Niger, au Burkina Faso et au Mali suscitent des inquiétudes quant à la démocratie et à la stabilité régionale. Dans ce contexte dynamique, il est essentiel de comprendre les tendances et les défis auxquels sont confrontés les pays africains pour envisager des solutions efficaces et promouvoir le développement durable et la paix dans la région.

Bien que le bulletin ait été publié tardivement, nous avons pris la décision de ne pas couvrir les événements de février, même si l’actualité est déjà très animée, en particulier au Sénégal. Nous vous invitons à découvrir les mises à jour dans la lettre du mois prochain.



## **BURKINA FASO**

### **Interrogations et persistance des défis multiformes**

Le Burkina Faso a été le théâtre de multiples événements marquants, soulignant les défis persistants auxquels le pays reste confronté. D'une part, les attaques djihadistes dans le nord du pays ont entraîné la mort d'une dizaine de soldats et de civils lors d'au moins quatre incidents distincts au cours d'une semaine. Ces attaques ont suscité une forte préoccupation tant au niveau national qu'international, avec une déclaration de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) déplorant la détérioration de la situation sécuritaire et suspendant le Burkina Faso de ses institutions.

Parallèlement, les autorités burkinabè ont été critiquées pour leurs pratiques présumées, notamment les réquisitions forcées et les arrestations jugées « arbitraires » de personnalités politiques et de la société civile. L'arrestation de l'ancien ministre Ablassé Ouédraogo a été suivie de celle de l'avocat Guy-Hervé Kam, toutes deux entourées de questions sur la légalité et les motivations derrière ces actions. La Cédéao a exprimé ses préoccupations et a appelé à la « libération immédiate des personnes interpellée ».

De plus, les accusations portées contre l'armée burkinabè par Human Rights Watch, concernant la mort d'au moins 60 civils lors de frappes de drones, dépeintes par les autorités gouvernementales comme étant dirigées contre des combattants jihadistes, ont ajouté une dimension supplémentaire à la crise. Ces accusations ont soulevé de nombreuses interrogations sur l'utilisation des ressources militaires, notamment les drones Bayraktar, fabriqués en Turquie, et sur la protection des civils dans le contexte de la lutte contre le terrorisme.

Dans l'ensemble, ces événements mettent en lumière les multiples enjeux auxquels est confronté le Burkina Faso, notamment en matière de sécurité, de respect des droits de l'homme et de gouvernance politique. Ils soulignent également l'importance de la vigilance internationale et de la coopération régionale pour faire face à ces défis complexes.

Le Burkina Faso reste confronté à de multiples défis pendant que ce pays devient un nouveau terrain du « grand jeu » entre puissances et intérêts divergents. Alors que sur le plan politico-sécuritaire interne persistent de nombreuses interrogations.



## **NIGER**

### **Entre complexités politiques internes et diversification des partenariats**

Au Niger, la fermeture de l'ambassade de France au Niger a marqué un tournant dans les relations entre Paris et Niamey. Cette décision rare a été prise en parallèle au retrait des soldats français déployés dans le cadre de la lutte antiterroriste. Les relations se sont détériorées depuis le coup d'État militaire en juillet dernier et le renversement du président Mohamed Bazoum. Parallèlement, les autorités nigériennes ont intensifié leurs mesures de rétorsion, expulsant notamment des ressortissants européens, membres de la mission EUCAP Sahel, mission européenne de 120 personnes, créée en 2012 pour renforcer la sécurité intérieure, et suspendant les activités de la Maison de la presse, dans un contexte de tensions croissantes entre le gouvernement militaire et la société civile.

Par ailleurs, le gouvernement nigérien a lancé des concertations régionales en vue d'un dialogue national inclusif pour définir la durée de la transition pour les militaires au pouvoir depuis le coup d'État de juillet. Ces concertations ont réuni divers acteurs pour discuter des principaux enjeux de la transition : des officiers du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie, des membres du gouvernement, des chefs traditionnels et religieux des ex-combattants des rebellions touareg, des organisations de jeunesse, des syndicats, des ONG... Pour autant, le régime militaire continue d'arrêter les responsables du gouvernement Mohamed Bazoum, lui-même encore séquestré dans sa résidence présidentielle alors que son fils a bénéficié d'une liberté provisoire le 8 janvier. Ibrahim Yacoubou, l'ancien ministre nigérien de l'Énergie dans le gouvernement du président a été arrêté dès son retour au Niger.

Cependant, la situation sécuritaire reste préoccupante, comme en témoignent les frappes de drones menées par l'armée nigérienne en réponse à une attaque djihadiste dans le sud-ouest du pays, dans le village de Tiawa, non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Ces frappes ont malheureusement entraîné des pertes civiles, suscitant des critiques et des appels à des enquêtes transparentes. Enfin, le Niger a cherché à diversifier ses partenariats internationaux, en annonçant une intensification de sa coopération militaire avec la Russie, après la visite du Premier ministre Lamine Zeine en Turquie, Serbie puis en Iran. Cette initiative intervient dans un contexte de recherche de soutien extérieur (matériel et expertise) face aux défis sécuritaires et politiques auxquels le pays est confronté.





# SÉNÉGAL

## Entre crise politique interne et préoccupations internationales

Le mois de janvier au Sénégal a été marqué par une fièvre électorale croissante en direction de l'élection présidentielle de février 2024. Parmi les candidats en lice, deux figures importantes ont suscité une attention particulière : Karim Wade, sorti de son repli et de silence après huit années, et Ousmane Sonko, jeune leader charismatique de l'opposition. Cependant, des controverses ont éclaté autour de la validité de leurs candidatures respectives. La Cour suprême a confirmé la condamnation pour diffamation d'Ousmane Sonko, ce qui a remis en question sa participation à l'élection. Parallèlement, des débats houleux ont occupé l'espace politico-médiatique concernant la nationalité française de Karim Wade, soulevant des interrogations sur la capacité du candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS) à se présenter. Une allocution du président sénégalais, début février, à la veille de la campagne électorale officielle, annonçant l'abrogation du décret convoquant le corps électoral a signé le report des élections présidentielles initialement prévues le 25 février 2024.

Ce fut le début de manifestations et protestations violentes ayant même entraîné des pertes en vies humaines notamment sur le campus de l'université Gaston Berger de Saint-Louis dans le nord du pays. Des appels au dialogue ont été lancés de la part du Président Sall mais aussi de certains acteurs de la société civile tout en maintenant la pression politique par les manifestations qui se poursuivent.

Le 12 février un communiqué conjointement signé par les deux précédents présidents Abdou Diouf et Abdoulaye Wade appellent « les forces vives » à souscrire au dialogue pour apaiser l'espace politique. Quelques jours auparavant, le Timbuktu Institute avait appelé à la recherche de solutions par un dialogue « constructif, inclusif et sincère ». Pour le Directeur de l'Institut, Dr. Bakary Sambe : « Dans le but de prémunir le Sénégal de l'instabilité, il faut urgemment, en dépit de toutes les considérations, s'inscrire dans une démarche proactive et viser, d'abord, un cadre politique consensuel comme préalable à la préservation de la démocratie, de la paix et de la stabilité. Il ne faudrait pas prendre le risque de tomber dans une violence électorale qui, combinée aux menaces djihadistes à nos portes, plongerait le Sénégal dans l'instabilité. La région n'a pas besoin d'une crise supplémentaire ».

Selon le Timbuktu Institute, « il ne faudrait, peut-être pas désespérer de l'intelligence de la classe politique dans sa diversité pour qu'à tout prix, on puisse éviter un enlisement dommageable pour la stabilité du Sénégal mais aussi la paix et la sécurité régionale ».

Malgré la manifestation prévue le 13 février à Dakar et dans d'autres régions, des concertations sont déjà en cours dans les cercles religieux et certaines organisations de la société civile pour appuyer l'idée de ce dialogue aux contours encore diffus et à l'avenir incertain malgré les compromis politiques en vue et dont s'est largement saisie la presse nationale.

Pourtant l'Union européenne avait déjà annoncé le déploiement d'une mission d'observation électorale au Sénégal pour surveiller le processus électoral et garantir sa transparence, dirigée par la députée du Parlement européen, Malin Björk. De même, le Conseil constitutionnel sénégalais avait déjà officiellement bouclé l'étape de contrôle des parrainages puis a validé les candidatures de 20 candidats, excluant Sonko et Wade. Elle comprend le Premier ministre Amadou Bâ, candidat du camp présidentiel, l'opposant Idrissa Seck, Mahammed Boun Abdallah Dionne, l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall et Bassirou Diomaye Diakhar Faye, candidat désigné par Sonko. Toutefois, ce dernier est actuellement détenu depuis avril 2023 pour « outrage à magistrat » et « diffamation ». Cette décision a suscité des réactions mitigées, certains la saluant comme une étape nécessaire pour assurer l'intégrité du processus électoral, tandis que d'autres l'ont critiquée comme étant politiquement motivée. Karim Wade décide alors de saisir les juridictions internationales.

Suites aux contestations de certains candidats dont Karim Wade, le Parlement a voté la création d'un comité d'enquête chargée d'examiner les décisions du Conseil constitutionnel concernant les candidatures présidentielles. Ce comité a pour objectif de faire la lumière sur d'éventuelles irrégularités ou actes de corruption de certains juges dans le processus de validation des candidatures, ainsi que de proposer des réformes pour renforcer l'intégrité du processus électoral à l'avenir. La suite des événements sera beaucoup plus lisible après l'avis très attendu du Conseil Constitutionnel et l'amorce du dialogue annoncé et qui suscite un débat houleux au sein de la classe politique et des intellectuels sénégalais qui semblent s'accrocher aux grands principes pour la défense des institutions.

Sur la scène internationale, le Sénégal, représenté par la Garde des Sceaux Aïssata Tall Sall, a été au centre des discussions au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le pays a défendu ses positions sur diverses questions, y compris les droits des LGBT, affirmant son engagement envers les droits de l'homme tout en soulignant les spécificités culturelles et religieuses du pays. Par ailleurs, le Sénégal a annoncé la dissolution de son dernier détachement de la MINUSMA au Mali, marquant la fin de son engagement militaire dans cette mission de maintien de la paix. Enfin, le président sénégalais Macky Sall s'est rendu en Mauritanie pour discuter de projets communs, notamment le démarrage imminent du projet d'extraction offshore de gaz de la région ouest africaine, dit GTA. La rencontre aborde également des sujets tels que l'accord de pêche entre les deux pays et les enjeux sécuritaires régionaux.





## **BÉNIN**

### **Tensions politiques et intensification de la lutte contre le terrorisme**

Sur le plan politique, la commission des lois de l'Assemblée nationale a rejeté une proposition de loi spéciale d'amnistie au profit de Reckya Madougou, Joël Aïvo et d'autres personnalités de l'opposition en exil. Ce rejet, survenu le 3 janvier 2024, a suscité des critiques de la part des initiateurs de la proposition, qui ont dénoncé une logique alignée sur celle du président Patrice Talon, farouchement opposé à cette revendication. Malgré ce rejet, la proposition sera introduite en plénière, ce qui laisse planer un doute sur son sort ultérieur.

Parallèlement, sur le front sécuritaire, le Bénin a intensifié sa lutte contre le terrorisme dans le nord du pays. Dans le cadre de l'opération Mirador, l'armée béninoise a déployé 3500 nouvelles recrues fraîchement formées pour contrer la menace terroriste. Ces efforts ont déjà porté leurs fruits, avec la neutralisation de deux poseurs d'engins explosifs recherchés depuis plusieurs mois. Ces actions s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à renforcer les effectifs militaires pour faire face à la menace djihadiste dans le pays. Le gouvernement béninois prévoit également de recruter 1500 soldats supplémentaires dans les mois à venir pour atteindre l'objectif initial de 5000 recrues annoncé en avril 2023.





## **TCHAD**

### **Nouveau chapitre politique et enjeux électoraux**

Succès Masra, un ancien opposant au régime en place, a été nommé Premier ministre par le président de transition Mahamat Idriss Déby Itno. Cette nomination marque un tournant dans la politique tchadienne, remplaçant Saleh Kebzabo, un opposant historique à l'ancien président Idriss Déby Itno. Succès Masra, chef du parti Les Transformateurs, était connu pour sa forte opposition au régime militaire dirigé par le fils d'Idriss Déby Itno, ce qui l'avait conduit à s'exiler après la répression violente des manifestations en octobre 2022. Son retour au Tchad en novembre 2023, suite à un accord de réconciliation avec le gouvernement de transition, a marqué un nouveau chapitre dans la politique du pays. Dans son premier entretien international, a exprimé sa confiance en la transition en cours et a évoqué la préparation des élections promises pour fin 2024.

Par ailleurs, le Mouvement Patriotique du Salut a désigné Mahamat Idriss Déby Itno, l'actuel chef de la junte, comme son candidat. C'est une décision contestée par la plateforme d'opposition et de la société civile Wakit Tamma. La composition du nouveau gouvernement de transition, dirigé par Succès Masra, comprend 41 membres, dont 5 ministres d'État et 11 secrétaires d'État. Certains ministres ont conservé leurs postes, tandis que de nouvelles nominations ont été effectuées, reflétant une volonté de renouvellement dans l'exécutif. Des débats ont lieu sur la mise en place d'une Agence nationale de gestion des élections (Ange), critiquée pour son manque d'indépendance. Cette agence, si elle est mise en place, aura pour tâche d'organiser toutes les opérations électorales dans le pays, mais sa composition et ses pouvoirs suscitent des inquiétudes quant à sa capacité à garantir des élections libres et équitables.

Pendant ce temps, des initiatives éducatives ont lieu, comme l'intégration des écoles coraniques au programme officiel national. Cette initiative vise à assurer l'éducation dans le pays en offrant un enseignement plus diversifié aux élèves des écoles coraniques, tout en les protégeant des influences néfastes de groupes extrémistes, notamment Boko Haram.



Parallèlement, près de 900 combattants du groupe rebelle tchadien UFDD sont rentrés au pays pour intégrer le processus de désarmement, conformément à un accord signé en 2022. Cette initiative vise à réintégrer les anciens combattants dans la société et à promouvoir la stabilité dans le pays, bien que des défis subsistent quant à la réintégration réussie de ces combattants dans la vie civile. Toutefois, des tensions persistent dans le pays, notamment en ce qui concerne les discussions supposées sur l'accueil de réfugiés palestiniens, que le gouvernement tchadien a formellement rejetées. Cette controverse souligne les enjeux politiques et humanitaires auxquels le Tchad est confronté, notamment en matière de politique étrangère et de gestion des réfugiés.

Enfin, le président de transition Mahamat Idriss Déby Itno a également entrepris une visite officielle en Russie, cherchant à renforcer les relations bilatérales dans divers domaines, notamment l'agriculture et le secteur minier.





## MALI

### Évolutions sécuritaires et positionnements diplomatiques

Le retrait complet de la MINUSMA, la mission de maintien de la paix des Nations Unies, a été salué par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, comme une étape importante malgré les nombreux défis rencontrés. Cependant, ce retrait intervient dans un contexte où les tensions persistent entre le gouvernement malien et les groupes séparatistes touaregs du Nord malgré la reprise effective de Kidal qui a été un succès politique et militaire pour le gouvernement de transition.

Parallèlement, les autorités maliennes ont reçu une livraison de drones de Turquie dans le cadre de leurs efforts pour renforcer les capacités de défense nationale. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'une réorientation stratégique du Mali, marquée par une rupture avec l'ancienne puissance coloniale française et un rapprochement avec des partenaires tels que la Turquie et la Russie. Cependant, ces développements suscitent des inquiétudes quant à l'impact sur la dynamique sécuritaire régionale et les relations diplomatiques avec les acteurs internationaux traditionnels qui craignent une perte d'influence pourtant amorcée depuis quelques temps.

Par ailleurs, des attaques récurrentes contre des villages peuls près de Ségou ont été signalées mettant en lumière les tensions intercommunautaires persistantes et les défis de sécurité auxquels le Mali est confronté. Ces attaques ont été condamnées par l'association *Tabital Pulaaku* soulignant la nécessité d'une action urgente pour protéger les populations civiles et promouvoir la réconciliation entre les différents groupes ethniques du pays.

Enfin, la junte au pouvoir a annoncé la fin de l'accord d'Alger de 2015, considéré comme moribond depuis la reprise des hostilités dans le nord du pays. Cette décision marque une nouvelle étape dans l'évolution politique du Mali et soulève des questions sur l'avenir du processus de paix et de la stabilité régionale. En réponse à cette situation, les autorités maliennes ont créé un comité de dialogue inter-malien dans le but de favoriser une résolution pacifique des conflits internes. Là où les Touaregs avaient rejeté l'idée d'un dialogue inter-malien

proposé par la junte au pouvoir, estimant que cela remettait en question l'accord de paix de 2015. Cependant, des incertitudes persistent quant à la composition et aux objectifs concrets de ce comité, laissant planer des doutes quant à sa capacité à rétablir la paix et la stabilité dans le pays malgré le lancement du dialogue inter-maliens dont les acteurs viennent d'être désignés et qui signe une nouvelle étape dans l'affirmation de la politique de souveraineté initiée par Bamako depuis le départ de la France.





## GUINÉE

### Entre promesses de réconciliation et attentes citoyennes

En Guinée, le régime militaire dirigé par le colonel Mamadi Doumbouya a suscité des attentes et des préoccupations en annonçant un référendum constitutionnel pour l'année 2024. Cette initiative, présentée comme une étape vers le retour à l'ordre constitutionnel et l'organisation d'élections démocratiques, a été accueillie avec une certaine septicité compte tenu du contexte politique tendu du pays. Le coup d'état de septembre 2021, qui a renversé le président Alpha Condé, avait initialement soulevé des espoirs de changement, mais les récentes restrictions imposées à la liberté de la presse et à l'accès à Internet ont suscité des inquiétudes quant à la direction que prendrait la transition politique.

En effet, la répression croissante de la liberté des médias et la censure en ligne ont attiré l'attention de la communauté internationale. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a exprimé son inquiétude face à ces mesures, soulignant qu'elles ne respectent pas les normes internationales en matière de droits de l'homme. Les journalistes ont été harcelés, intimidés, et plusieurs ont été arrêtés. De plus, les autorités ont bloqué l'accès à plusieurs sites de médias sociaux et restreint l'accès à Internet, invoquant des impératifs de sécurité nationale. En réponse à ces restrictions, des manifestations ont éclaté, notamment une journée de mobilisation pour la liberté de la presse. Cependant, les forces de sécurité ont violemment réprimé ces manifestations, procédant à des arrestations et à des intimidations contre les journalistes et les membres de la société civile.

La détérioration de la situation des droits de l'homme en Guinée, telle que rapportée par la presse internationale, a conduit à une mobilisation accrue de la communauté internationale et des syndicats. Des organisations de défense des droits de l'homme, ainsi que des syndicats de journalistes, ont appelé à la libération des journalistes détenus, dont Sekou Jamal Pendessa du Syndicat des professionnels de la presse de Guinée (SPPG), placé sous mandat de dépôt, et à la restauration des libertés fondamentales. Selon un rapport du Comité pour la protection des journalistes, le nombre de journalistes incarcérés dans la région a augmenté, passant de 31 en 2022   47 au 1 er décembre 2023, mettant en évidence les défis persistants auxquels sont confrontés les professionnels des médias dans de nombreux pays de la région.





## TOGO

### **Fin du mandat des députés et demandes politiques en attente**

Le mandat des députés togolais est arrivé à expiration sans qu'aucune élection législative n'ait été organisée dans les délais prévus. Cette situation a suscité des inquiétudes au sein de la société civile et des organisations non gouvernementales, qui ont appelé le président Faure Gnassingbé à ouvrir un dialogue inclusif, une « large consultation », en vue d'organiser des élections libres et transparentes.

Simultanément à ces préoccupations politiques, le décès de Monseigneur Philippe Kpodzro, une figure de l'opposition togolaise, a été annoncé. Monseigneur Kpodzro, qui avait joué un rôle clé dans la Conférence nationale souveraine du début des années 1990, était un fervent défenseur de la démocratie et de l'alternance politique au Togo. Son engagement en faveur de la démocratie a été salué, mais son décès laisse un vide dans le paysage politique togolais.

En outre, des révélations selon lesquelles deux journalistes togolais auraient été espionnés à l'aide du logiciel de cyber-espionnage Pegasus ont suscité des inquiétudes quant à la liberté de la presse et à la sécurité des journalistes dans le pays. Cette affaire soulève des préoccupations quant à l'utilisation abusive de la technologie de surveillance par les autorités pour réprimer la dissidence et restreindre la liberté d'expression.



## **GAMBIE**

### **Procès pour crimes contre l'humanité : Ousman Sonko, devant la justice suisse**

Ousman Sonko, un ancien ministre gambien âgé de 55 ans, est jugé en Suisse à partir du 8 janvier 2024 pour crimes contre l'humanité. Il a été ministre de l'Intérieur pendant 10 ans sous la présidence de Yaya Jammeh, qui a dirigé le pays d'une manière autoritaire pendant 22 ans. Sonko risque la prison à perpétuité. Ancien inspecteur général de la police, il a été limogé en 2016 et a demandé l'asile en Suisse. L'ONG Trial International a déposé une plainte contre lui pour crimes contre l'humanité, ce qui a conduit à son arrestation en janvier 2017 et à sa détention provisoire depuis lors. Il est accusé d'avoir participé, ordonné ou omis d'empêcher des meurtres, des actes de torture, des viols et des détentions illégales entre 2000 et 2016. Le procès devrait durer environ un mois, avec un verdict attendu en mars.



## **CAMEROUN**

### **Enlèvement et préoccupations croissantes dans la région de l'Extrême-Nord**

Trois membres de l'ONG Première Urgence Internationale ont été enlevés mercredi à Yémé, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Les employés kidnappés sont de nationalité camerounaise et travaillent à Maroua, l'une des antennes de l'organisation dans le pays. Conformément aux principes humanitaires de neutralité et d'indépendance, l'ONG effectue régulièrement des déplacements sans escorte de sécurité. Depuis 2008, l'organisation est présente au Cameroun pour répondre aux besoins sanitaires, alimentaires et éducatifs des populations touchées par les attaques armées. En février 2022, cinq membres de Médecins sans frontières avaient été enlevés avant d'être relâchés un mois plus tard au Nigéria voisin.